



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

EDF et GDF

Question au Gouvernement n° 21

Texte de la question

AVENIR D'EDF ET GDF

M. le président. La parole est à M. Philippe Briand, pour le groupe UMP.

M. Philippe Briand. Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Monsieur le ministre, avant d'entrer au Gouvernement, vous étiez responsable de la sidérurgie française, que vous aviez trouvée en mauvais état. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)* Vous en avez fait la première entreprise mondiale au sein d'un groupe, ARCELOR. *(Protestations sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

M. Jean-Pierre Brard. Ce n'est pas le conseil d'administration du MEDEF ici !

M. Philippe Briand. Ce fut réalisé grâce à un important travail, notamment avec l'ensemble des partenaires sociaux.

Aujourd'hui, pour permettre à Gaz de France et à EDF de se développer, d'améliorer leur équilibre et de pérenniser l'emploi, vos nouvelles fonctions vont vous conduire à ouvrir le capital de ces sociétés. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

Dans cet esprit, reprenant la volonté du Premier ministre, exprimée notamment par François Fillon, de reprendre le dialogue social avec l'ensemble des partenaires sociaux, quand recevrez-vous les représentants du personnel de ces entreprises afin de leur indiquer la méthode et le calendrier de cette ouverture du capital ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)*

M. Michel Vergnier. Quelle question !

M. Jean-Pierre Brard. Question téléphonique ! Est-ce que France Télécom marche bien ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Monsieur le député, vous avez raison de me poser la question. Comment faire pour faire évoluer nos entreprises ? La réponse est claire : à travers le dialogue social ! *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

Le dialogue social n'est pas l'apanage du Gouvernement. C'est l'affaire de toutes les entreprises, et je crois savoir de quoi je parle ! *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains. - Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)*

Ce dialogue social, nous avons l'intention de le mettre en oeuvre dans nos entreprises publiques pour leur

donner le maximum de chances de continuer à évoluer dans un monde de plus en plus compétitif, où elles ont des atouts majeurs à exploiter. Il passe par le respect des partenaires, par l'écoute, par l'échange, enfin par le compromis.

Ces atouts, les métiers de l'énergie en disposent tout particulièrement grâce à leurs salariés.

M. Arnaud Montebourg. Combien de licenciements, monsieur Mer ?

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Et ceux-ci continueront à les développer à travers le dialogue et le respect des positions qu'ils ont acquises depuis cinquante ans.

Nous recevrons, comme nous l'avons déjà fait au mois de juillet, les représentants des salariés d'EDF et de GDF, notamment à l'occasion du déplacement qu'ils feront demain. *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. Julien Dray. Ce n'est pas un déplacement, mais une manifestation ! Faut-il vous expliquer ce que c'est ?

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Nous savons d'ores et déjà qu'au-delà de cette manifestation, nous parviendrons, ensemble, dans les prochains mois, à l'accord nécessaire pour avancer dans ce domaine.

Mesdames et messieurs les députés, je vous rappelle qu'une entreprise réussit grâce à son management...

M. Julien Dray. Ses salariés !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ... mais aussi à son personnel.

M. Arnaud Montebourg. Comme à Usinor !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Et c'est ensemble que le management et le personnel de toute entreprise créent les conditions de son avenir.

Je compte bien conduire cette même politique dans les nombreuses entreprises publiques dont nous avons la charge. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des députés communistes et républicains.)*

Données clés

Auteur : [M. Philippe Briand](#)

Circonscription : Indre-et-Loire (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 21

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 octobre 2002

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 3 octobre 2002